CIHEAM
Options Méditerranéennes

Facteurs de sécurité et de coopération dans les Balkans

Petkovic R.

La Yougoslavie

Paris : CIHEAM
Options Méditerranéennes; n. 33

1976
pages 27-29

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

---

http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI010655

To cite this article / Pour citer cet article

Petkovic R. **Facteurs de sécurité et de coopération dans les Balkans.** *La Yougoslavie.* Paris : CIHEAM, 1976. p. 27-29 (Options Méditerranéennes; n. 33)

CIHEAM

http://www.ciheam.org/
http://om.ciheam.org/

CIHEAM

Ranko PETKOVIĆ

Facteurs de sécurité et de coopération dans les Balkans

Le diagnostic politique de la situation dans les Balkans et de leur place dans les rapports européens et internationaux ne saurait se borner à l'affirmation unilatérale que dans le passé les Balkans étaient « un baril de poudre », tandis qu'aujourd'hui ils constituent « une zone de paix ». En effet, la situation dans les Balkans est trop complexe et les rapports européens et internationaux trop sujets à d'incessantes transformations pour que de telles constatations puissent être valables.

Au cours de leur longue histoire, les Balkans ont toujours été un pôle d'attraction pour les grandes puissances dont les motifs changeaient mais les intentions restaient en bonne partie les mêmes. Chacune désirait généralement établir son hégémonie sur tel ou tel pays balkanique ou sur l'ensemble des Balkans. C'est ainsi, pour ne pas évoquer un passé trop lointain, qu'à l'ère de la rivalité entre la Turquie, la Russie et l'Autriche, avant la première guerre mondiale, succéda celle de l'immixion de la Grande-Bretagne et de la France et, peu de temps après, de l'Italie et de l'Allemagne dans les affaires balkaniques. Après la seconde guerre mondiale, sous le signe de Yalta, les puissances dirigeantes des blocs allaient revendiquer explicitement ou tacitement le droit à leurs sphères d'intérêt ou à leur influence dans les Balkans. Plus près de nous, il a même été question, dans un contexte fictif ou réel, de certaines influences de la RP de Chine.

Malgré des motifs identiques ou similaires et des méthodes parfois peu différentes par lesquelles les grandes puissances ont cherché à réaliser leurs prétentions dans l'espace balkanique, on ne saurait mettre un signe d'égalité entre ces diverses périodes de l'histoire de leur infiltration dans les Balkans. Ceci non seulement parce qu'objectivement il est impossible de mettre sur le même plan les grandes puissances qui se sont ingérées dans l'histoire des Balkans, mais aussi parce que la situation y a changé en fonction des transformations à l'échelle européenne et mondiale.

Après la seconde guerre mondiale, la position géostratégique des Balkans change elle aussi dans le cadre des transformations générales intervenues dans les structures mondiales. Dans la première période de l'après-guerre, dont la confrontation aiguë des puissances de blocs — la guerre froide entre l'Est et l'Ouest — constituait la principale caractéristique, on devait affirmer que les Balkans étaient une région où les intérêts étaient à la fois délimités et non délimités, une « zone grise » où les modifications des lignes de démarcation entre les sphères d'influence réelles ou fictives du bloc occidental et du bloc oriental étaient en même temps possibles et impossibles. Du point de vue des analogies historiques, les grandes puissances de blocs étaient intéressées à être présentes dans les Balkans, soit en y conquérant des territoires, soit en y recrutant des alliés. Or — et ceci constitue un changement essentiel par rapport aux périodes historiques antérieures — ces puissances ne pouvaient plus entreprendre directement la réalisation de leurs intérêts et objectifs, craignant notamment de déclencher ainsi un conflit de grande envergure entre les blocs. Ce risque, susceptible de dégénérer en conflit nucléaire, paralysait d'avance toute action osée des puissances de blocs.

Le déplacement de la guerre froide et l'avènement de l'ère de la détente dans les rapports entre les puissances de blocs, ont leurs répercussions sur la position géostratégique des Balkans. Comme ce processus est en cours, il serait prématuré de risquer des appréciations précises. En revanche, on peut émettre certaines hypothèses.

En admettant que les puissances de blocs aient opté pour la détente, riches des expériences et des leçons de la guerre froide et conscientes du grave danger d'une confrontation militaire, on serait en droit de supposer qu'en délimitant leurs intérêts globaux, elles sont très proches d'accords et d'arrangements explicites ou tacites dont le contexte contiendrait la thèse selon laquelle les intérêts partiels et les questions marginales ne sauraient mettre en péril la détente ni entraîner un retour à la guerre froide fondée sur la confrontation nucléaire. Logiquement donc, la question suivante se pose : si, en période de guerre froide, toute tentative en vue de modifier l'équilibre établi des intérêts dans certaines régions restreintes, donc dans les Balkans aussi, pouvait constituer un *casus belli* pour un conflit nucléaire, est-ce que alors, en période de détente, la tentative de n'importe laquelle des puissances de blocs en vue d'élargir ses positions et son influence dans ces régions restreintes, ne constituerait-elle pas une bonne raison

pour revenir à la confrontation nucléaire? Les réponses à cette question sont nombreuses. L'une d'elles, hypothétique elle aussi, serait la suivante : les intérêts globaux engagés dans la détente sont d'une telle ampleur qu'ils ne sauraient être remis en cause d'une façon radicale du fait que l'une des grandes puissances aurait étendu son influence dans quelle région géographique restreinte que ce soit, sauf, peut-être, dans l'épicentre toujours sacrosaint de l'Europe.

Ces thèses et hypothèses, quelle que soit leur exactitude, témoignent en tout cas des changements intervenus dans la position géo-stratégique des Balkans par rapport à la période d'avant la seconde guerre, et justifient certaines appréhensions des petits pays qui craignent que la détente n'ait, outre des effets positifs sur un plan plus vaste, des répercussions défavorables pour la sécurité de certains pays situés dans des régions géographiques restreintes.

Or, comme dans d'autres régions du monde, la sécurité dans les Balkans ne dépend ni exclusivement ni principalement des grandes puissances. En effet, elle dépend de plus en plus du degré de stabilité des pays en question.

La seconde guerre mondiale a été un élément important dans la transformation de la carte géographique des Balkans, d'une part, et dans la création des prémisses de la modification des systèmes socio-économiques et des régimes politiques dans les pays balkaniques d'autre part. Quatre monarchies n'ont pas survécu à la fin de la seconde guerre mondiale : Yougoslavie, Roumanie, Bulgarie et Albanie. En Grèce, la monarchie s'était maintenue à grand peine, mais de toute évidence ses jours étaient comptés. Dans les pays balkaniques, longtemps liés à la monarchie en tant que symbole national, un tournant historique radical s'était donc produit dans le sens de l'affirmation du système républicain. En tout cela, le rôle de *spiritus movens* avait incombé aux transformations politiques et socio-économiques dues à l'avènement au pouvoir des partis communistes dont l'objectif allait être l'édification de la société socialiste.

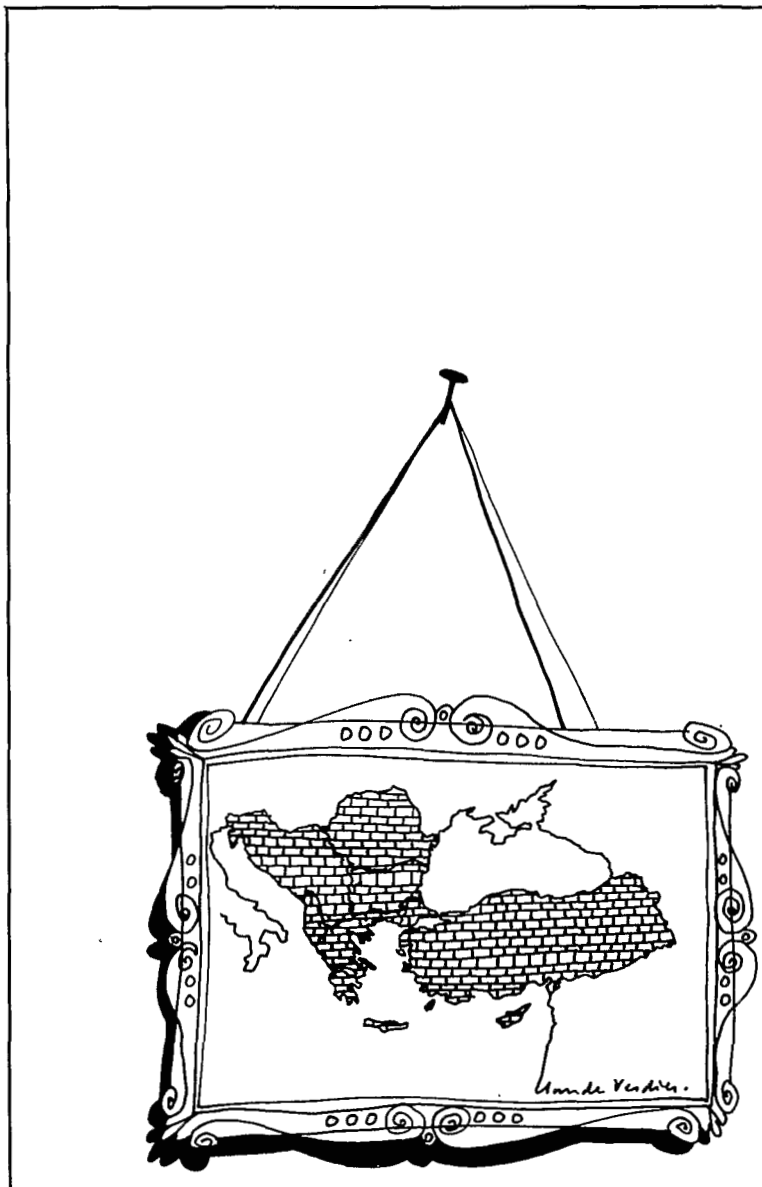
Le fait que les pays balkaniques ont atteint une stabilité politique inconcevable il y a quelques dizaines d'années est important pour notre propos. En les comparant à de nombreux autres pays, nous remarquons qu'ils n'ont pas connu les coups d'État ou même les crises gouvernementales si fréquentes dans les pays qui étaient jadis synonymes de stabilité politique. Sans négliger les changements de personnalités qui se sont produits de temps à autre dans certains pays balkaniques et auxquels on accorde en général plus d'importance qu'ils n'en ont en réalité, nous pouvons dire que leurs systèmes politiques sont parmi les plus stables du monde. Compte tenu de la situation de ces pays au départ, de l'instabilité permanente au cours de leur histoire et des circonstances générales dans les Balkans, il s'agit ici d'une qualité nouvelle dont chaque analyse de la situation et des événements dans cette région géographique se doit de tenir compte.

Plusieurs facteurs ont contribué à la création des prémisses fondamentales permettant aux pays balkaniques d'établir entre eux des rapports d'amitié et de coopération. Parmi eux, la création du premier État macédonien — acte par lequel a été dépassée historiquement la « question macédonienne » en tant que cause de conflit entre les États balkaniques — et l'option des pays balkaniques pour le principe de coexistence active et pacifique dans leurs rapports avec des systèmes socio-économiques et politiques similaires ou différents, sont devenus la base de la sauvegarde de la paix, du développement de la coopération et de la stabilité de la situation générale dans les Balkans.

Sans se faire des idées idylliques sur l'harmonisation automatique des intérêts des pays, on peut néanmoins supposer avec assez de réalisme que les questions ouvertes, ou bien une certaine dose de méfiance dans les rapports entre les différents États balkaniques, peuvent être surmontées sur la base de l'égalité en droits et de la non-ingérence. Sur ce plan, le succès dépend de la liberté d'action dont jouit chacun de ces États. En d'autres termes, le succès de l'aplanissement des malentendus et des désaccords est inversement proportionnel aux possibilités des influences étrangères de s'exercer.

Les quatre pays socialistes — la Yougoslavie, la Roumanie, la Bulgarie et l'Albanie d'une part — et les deux pays capitalistes des Balkans — la Grèce et la Turquie de l'autre — n'ont pas des rapports de groupement à groupement. En effet, ils établissent leurs relations en tant que parte-

naires individuels, ce qui permet de multiples variantes. Il se peut, par exemple, que les rapports entre un pays socialiste et un pays capitaliste fondés sur le respect du principe de coexistence active et pacifique, soient bien meilleurs que ceux entre deux pays socialistes ou deux pays capitalistes.

Il est cependant très important que les deux États capitalistes et les quatre pays socialistes des Balkans aient levé, ces derniers temps, certaines barrières qui dataient de la guerre froide. Par ailleurs, on ne saurait trop insister sur l'importance du fait que la Grèce et l'Albanie ont enlevé de l'ordre du jour les questions pendantes qui subsistaient dans leurs rapports, en liquidant — avec un certain retard il est vrai — les hypothèques de la seconde guerre mondiale. La Bulgarie et la Grèce ont normalisé elles aussi leurs relations. Les rapports entre la Turquie et les pays socialistes balkaniques se sont améliorées également sur la plate-forme d'une coopération mutuellement profitable.

On prétend parfois que la Yougoslavie n'aurait pas de « politique balkanique ». Il est exact que la Yougoslavie n'a pas un concept particulier de politique balkanique, car elle a une conception globale : celle de sa politique de non-alignement qu'elle applique avec conséquence dans ses rapports internationaux, sans égard aux frontières régionales et aux partenaires. En effet, il est erroné de rattacher la politique de non-alignement de la Yougoslavie exclusivement à ses rapports et à sa coopération avec les pays non alignés. Tous ses rapports, avec l'URSS comme avec les USA, avec la Chine comme avec tous ses autres partenaires, se développent suivant les principes de la politique de non-alignement, qui ne sont ni sélectifs ni réservés aux relations avec les pays du Tiers-Monde. Enfin, la politique et la position non-alignées de la Yougoslavie émanent précisément de sa situation géo-politique, de l'espace balkanique. C'est sous cet espace que le non-alignement de la Yougoslavie se confirme et s'affirme *in vivo*.